

CHAMBRE DE COMMERCE DU MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN

14 MAI 2013

**LE RÔLE ESSENTIEL DES FONDS DE TRAVAILLEURS  
DANS L'ÉCOSYSTÈME FINANCIER QUÉBÉCOIS**

Discours prononcé par Yvon Bolduc

Président-directeur général

14 MAI 2013

**LE RÔLE ESSENTIEL DES FONDS DE TRAVAILLEURS  
DANS L'ÉCOSYSTÈME FINANCIER QUÉBÉCOIS**

---

Merci Michel.

Comme tu l'as dit, j'ai fait un baccalauréat en éducation physique; je peux vous dire que je suis bien heureux de l'avoir fait, parce que gérer le Fonds ces temps-ci, **c'est du SPORT !**

D'abord merci à la Chambre de commerce du Montréal métropolitain d'offrir aux fonds de travailleurs québécois cette tribune exceptionnelle pour faire valoir notre contribution à Montréal, au Québec et au Canada.

Un merci particulier à toi Michel; je vais toujours me souvenir de ton appel pour nous offrir cette plateforme et l'appui de la Chambre de commerce du Montréal Métropolitain.

Depuis le dépôt du dernier budget du gouvernement fédéral, nous avons reçu des appuis d'un très grand nombre d'entreprises et d'associations, de tous les secteurs et de toutes les régions.

Par dizaines, et même par centaines, des gens d'affaires de secteurs aussi variés que le transport aérien, le tourisme, les milieux coopératifs, le manufacturier, les ressources naturelles, les hautes technologies, l'industrie financière, ont pris la parole et la plume pour parler en faveur du maintien des crédits d'impôt accordés aux actionnaires des fonds de travailleurs.

Nous avons vraiment été touchés, parce que ces témoignages viennent du cœur. Comme vous allez le voir maintenant :

*LANCER LA VIDÉO - PUIS RETOUR À LA PAGE TITRE DU POWER POINT*

Nous sommes ici devant vous, ce midi, représentants de Fondation CSN et du Fonds de solidarité FTQ, pour entre autres vous remercier très sincèrement de ces appuis.

\* \* \* \* \*

Mais une mobilisation d'appui aussi large et massive est motivée essentiellement par une seule grande raison : nous faisons notre job (on fait notre travail) :

- au soutien de l'emploi,
- au soutien de l'épargne-retraite,
- au soutien des entreprises,
- au soutien des régions,

bref, au soutien de l'économie du Québec et du Canada.

C'est de cela dont je veux vous parler aujourd'hui.

La mission des fonds de travailleurs au Québec est clairement identifiée : ①

- Créer ou maintenir le plus grand nombre possible d'emplois;
- Soutenir le développement économique et le dynamisme des régions;
- Promouvoir l'épargne pour la retraite et la formation économique.

Comme vous le voyez, notre mission ne se limite pas qu'au capital de risque dans le sens classique du terme; nous sommes là autant pour soutenir les entreprises québécoises tant en phase d'amorçage et de démarrage, qu'en phase de croissance et d'expansion, en leur fournissant aux unes comme aux autres du capital d'investissement non garanti et subordonné, du capital **à risque !**

La loi prévoit qu'un minimum de 60 % de notre actif doit être investi dans ces créneaux concentrés au Québec.

Dans les faits, la proportion de l'actif total combiné du Fonds de solidarité FTQ et de Fondation CSN qui est investie dans des entreprises québécoises sous forme d'investissements non garantis et donc, à risque, dépasse les 70 %.

②

Ce 70 % représente pour les deux fonds, 6 milliards 600 millions \$ dans 3 083 entreprises, dont 80 % comptent moins de 100 employés, dans 25 secteurs économiques aussi bien technologiques que traditionnels, et ce, dans toutes les régions du Québec.

Ce 70 % représente aussi, pour les deux fonds – au moment où nous nous parlons –, un total de plus de 196 000 emplois créés, maintenus ou sauvegardés au Québec.

Si on devait considérer aussi tous les emplois que nous avons contribué à créer et maintenir depuis 30 ans, uniquement pour le Fonds de solidarité, **on dépasse le demi-million !**

③

**Notre rôle est essentiel**, et complémentaire à celui des institutions financières traditionnelles. Il arrive très souvent que ces institutions, qui exigent des garanties, refusent ou hésitent à investir seules dans une entreprise, mais qu'elles acceptent de le faire si nous sommes présents.

C'est en travaillant comme ça, en complémentarité, que nous complétons la chaîne de financement au bénéfice de nos entreprises, surtout des PME.

Alors que l'économie de l'Ontario s'est largement construite autour du secteur de l'automobile et celle de l'Ouest autour du pétrole et de la potasse, celle du Québec est très diversifiée et caractérisée par une forte présence de PME. C'est pour ça que le rôle de nos deux fonds est si essentiel.

Mais on n'a pas besoin d'être un génie de la finance pour comprendre le niveau de risque élevé associé à ce genre de portefeuille. C'est justement pour compenser ce risque que les gouvernements du Canada et du Québec consentent des crédits d'impôt aux actionnaires des fonds de travailleurs.

Le modèle est très simple :

④

- Le gouvernement consent à nos actionnaires des crédits d'impôts pour compenser le risque élevé lié à notre mission, et aussi le fait qu'ils nous confient leur épargne jusqu'à la retraite.
- Nous investissons au minimum 60 % de l'épargne sous forme de capital risqué, non garanti, dans des entreprises québécoises. Ce faisant, nous créons de l'emploi et de l'activité économique.

- Cette activité économique génère pour les gouvernements des revenus fiscaux qui leur permettent de recouvrer en moins de trois ans en moyenne, la valeur totale des avantages fiscaux consentis à nos actionnaires.

Ces crédits d'impôt sont un investissement productif, un partenariat où tout le monde gagne, rentable aussi bien pour nos actionnaires et pour nos entreprises partenaires, que pour les gouvernements et pour la société.

Ce modèle fonctionne très bien. Ici, je vais utiliser les chiffres du Fonds de solidarité FTQ – évidemment, je les connais très bien!

Alors ce modèle a permis au Fonds de solidarité d'investir, de 2002 à 2012 :

- 5,95 milliards \$ dans des entreprises admissibles;
- 2,1 milliards \$ en capital de risque classique et démarrage, et
- 3,85 milliards \$ en capital de développement non garanti.

Parlons donc maintenant spécifiquement de capital de risque.

⑤

Le gouvernement fédéral se base sur les statistiques produites par *Thomson Reuters* pour mesurer notre contribution au capital de risque.

Malheureusement pour nous, la base de données de *Thomson Reuters* n'est pas en mesure, techniquement, d'inclure 50 % de nos investissements en capital de risque qui ont été faits dans des fonds privés et qui représentent, sur la même période, un milliard de dollars sur les 2.1 investis au total.

⑥

Ce milliard investi dans des fonds privés de capital de risque est la réponse apportée par le Fonds de solidarité aux besoins de l'industrie. Ces besoins étaient les suivants :

- Premièrement, stimuler l'offre en capital de risque, notamment à travers une meilleure collaboration entre les fonds fiscalisés et les fonds privés;
- Deuxièmement, attirer des fonds étrangers au Québec et au Canada, parce qu'il est très important de faire connaître nos bonnes entreprises à l'international et de créer des réseaux;
- Et troisièmement, créer des fonds de fonds.

Tout cela dans le but ultime d'augmenter le nombre et l'importance des sources de financement en capital de risque pour nos entreprises.

Nous avons donc mis en place les stratégies nécessaires pour répondre à ces besoins.

Et nous avons très bien réussi.

⑦

Ainsi nous avons contribué au financement de 47 fonds de capital de risque, dont 16 fonds internationaux; la plupart ayant ensuite choisi d'ouvrir un bureau au Québec, et ils investissent ici, maintenant.

Et en plus..., bien nous avons aussi investi dans une dizaine de fonds ailleurs au Canada, notamment dans le fonds *Ontario Venture Capital*.

Enfin, nous avons collaboré, avec la Caisse de dépôt et le gouvernement du Québec, à la création de Teralys, un fonds de fonds qui peut investir partout au Canada plus 700 millions \$, dont 250 millions viennent du Fonds de solidarité FTQ.

**Je le répète... 2,1 milliards \$ dans le capital de risque et de démarrage au Canada!**

⑧

À ma connaissance, depuis 10 ans, personne n'a contribué davantage au capital de risque au Canada que le Fonds de solidarité FTQ. Et à cette performance il faut encore ajouter celle de Fondation CSN qui a investi 400 millions \$ durant la même période.

Alors, uniquement sur cette base, le crédit d'impôt du gouvernement fédéral est rentable car le montant de capital de risque investi est au moins deux fois plus important que les crédits d'impôt versés à nos actionnaires.

**Mais il y a plus !**

⑨

N'oublions pas qu'en plus des 2,1 milliards en capital de risque, le Fonds a investi pendant cette même période, 3.85 milliards en capital de développement sans garantie dans des milliers de PME de toutes les régions du Québec.

Nous avons ainsi favorisé non seulement la création d'emplois et d'entreprises, mais aussi la croissance économique, l'amélioration de la productivité et l'innovation.

Alors, pour ce qui est de générer et d'investir du capital de risque et du capital de développement, les fonds de travailleurs du Québec ont livré la marchandise.

\* \* \* \* \*

Maintenant, ce capital que nous avons investi, il ne tombe pas du ciel.

⑩

Il provient de l'épargne-retraite des 720 000 actionnaires de nos deux fonds. Car nous sommes non seulement un fonds d'investissement, mais aussi un fonds d'épargne-retraite.

Et ce volet de notre mission est aussi important pour la société que celui de l'investissement. Pour vous en convaincre, je commence par un nombre :

⑪

**1,9 million** – c'est le nombre de travailleurs qui ne participent à aucun régime collectif de retraite selon le rapport d'Amours (d'où sont tirés tous les chiffres que je vais citer dans les minutes qui viennent). Cela représente une proportion de 47 % de tous les travailleurs du Québec.

La situation est d'autant plus inquiétante que la plupart des régimes collectifs sont insolvables.

De plus, toujours selon le rapport D'Amours, « la protection assurée par le régime fédéral de base se réduira graduellement, en raison des modalités d'indexation retenues. »

Tout cela va se traduire par une énorme pression supplémentaire sur les finances publiques aussi bien fédérales que québécoises, car les plus démunis vont inévitablement se tourner vers l'État.

Le comité D'Amours recommande de « soutenir les travailleurs dans leurs efforts pour épargner davantage en vue de la retraite ».

Ici encore, les fonds de travailleurs font partie de la solution.

Juste au Fonds de solidarité, nous organisons en moyenne par année, environ 1 500 rencontres en entreprise pour expliquer les avantages de se responsabiliser face à la retraite et l'importance d'épargner.

Nous maintenons cet effort depuis 30 ans, et Fondation CSN le fait aussi depuis sa création, il y a un peu plus de 15 ans. C'est ce qui explique le prochain nombre que je vous livre :

⑪

**10 100** - c'est le nombre approximatif d'entreprises québécoises où nos deux fonds ont contribué à la mise en place de REER collectifs ou de programmes de retenue à la source. C'est énorme!

Enfin, le rapport D'Amours affirme que « la situation est surtout problématique pour certains travailleurs ayant un revenu qui s'établit entre 20 000 \$ et 60 000 \$ ».

⑫

Or, environ les deux tiers des 720 000 actionnaires sont des personnes sont dans ce segment. Nous sommes donc efficaces précisément là où il faut agir.

⑬

Enfin, le tiers de nos actionnaires n'avait jamais contribué à un REER avant de le faire à un fonds de travailleurs; et en plus, une fois qu'ils l'ont fait, environ 80 % d'entre eux ont ensuite contribué à un REER d'une autre institution financière.

Ça, c'est près de 200 000 clients de plus pour les banques et autres institutions financières !

⑭

Alors, vous comprendrez donc que toutes ces contributions nous ont permis d'atteindre une taille respectable. Mais si nous avons à ce point grandi, c'est parce que nous avons su mériter la confiance :

- **La confiance de nos actionnaires**, à qui nous procurons un rendement stable et raisonnable,

- **La confiance de nos entreprises partenaires**, que nous aidons à grandir et à prospérer;
- **La confiance de nos partenaires financiers**, québécois, canadiens et internationaux, qui voient en nous un partenaire compétent et fiable;
- **La confiance des gouvernements**, envers qui nous avons respecté tous nos engagements et à qui nous demandons aujourd’hui de nous donner les moyens de continuer notre travail.

Nous avons maintenant les moyens financiers et organisationnels d’une entreprise de calibre international, et c’est une très bonne chose.

En fait, notre taille reflète notre succès.

C'est notre taille qui nous permet d'agir de manière stratégique au soutien d'une entreprise, ou de pans entiers de notre économie, comme ce fut le cas avec le secteur forestier récemment, ou avec le transport aérien au lendemain de septembre 2001, ou encore en soutenant l'apparition de nouveaux secteurs de l'économie comme les biotechnologies et les technologies de l'information au cours des années 90.

On connaît les défis socio-économiques actuels du Québec et du Canada :

- soutenir l'innovation et la nouvelle économie;
- continuer à créer des emplois de qualité;
- stimuler les investissements en entreprise à tous les stades de leur développement;
- encourager le développement économique régional;
- soutenir le manufacturier et la compétitivité;

- mettre en place des outils contra cycliques en temps de récession;
- encourager la classe moyenne à économiser pour la retraite;
- favoriser la littératie financière.

Dans tous ces domaines, nous agissons et nous avons fait nos preuves.

⑮

\* \* \* \* \*

*The Federal Government is about prosperity and the economy.*

*Well, I think I have shown that we are clearly part of the solution.*

*We are part of the future, now more than ever before. We share so many economic objectives and goals with the Federal government, that we know we can work together to foster innovation, job creation, and responsible retirement savings.*

*I truly believe that common sense and good sound economic judgement will prevail once the facts are known and understood.*

\* \* \* \* \*

Les fonds de travailleurs sont une des très grandes réalisations des 30 dernières années. Il ne faut pas leur couper les ailes. Il faut plutôt leur donner les moyens de continuer à faire leur travail : soutenir l'emploi, l'épargne, les entreprises, et l'économie.

MERCI.